

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 16 Mars 1986

Liste présentée par le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



Robert LEON
52 ans. Directeur d'école
Maire Adjoint de Niort
Médaille d'Honneur
Départementale et Communale
Chevalier des Palmes
Académiques



Christiane CHARGÉ 40 ans. Institutrice maternelle Secrétaire de la Section du P.C.F. de Parthenay



Bernard LAMBERTON 39 ans, Ouvrier métallurgiste Secrétaire de la Section du P.C.F. de Mauzé-sur-le-Mignon

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Vous êtes appelé à voter le 16 Mars, à l'occasion des élections législatives. Vous avez donc la possibilité de donner votre avis. Ne laissez pas les autres décider à votre place. L'avenir est entre les mains des électeurs, donc entre vos mains.

Mais, réfléchissez bien avant de prendre votre décision. Et attention, il n'y aura qu'un seul tour.

Pour mieux comprendre, revenons un peu en arrière. Avant 1981, pendant 23 ans, la droite a régné sans partage. Bilan : 2 millions de chômeurs, la baisse du pouvoir d'achat et des revenus agricoles, l'insécurité, les échecs scolaires, les atteintes aux libertés, la course aux armements.

En 1981, le Parti Socialiste dispose de tout : Présidence de la République, majorité absolue à l'Assemblée Nationale. Depuis 5 ans, il gouverne le pays. Mais les promesses n'ont pas été tenues et la même politique a continué avec les mêmes résultats.

Alors, rien à faire ?

Lisez attentivement nos propositions au verso de cette circulaire et les documents que les militants de notre Parti vous ont remis. D'après la droite et le P.S., nos propositions ne seraient pas possibles.

Pas possible de créer des emplois pour produire français alors que 40 % de notre consommation est importée ?

Pas possible de donner 2500 F. par mois minimum à chaque chômeur quand on sait que 100 000 familles se partagent 700 milliards de francs, (2/3 du budget de l'ETAT) ?

Pas possible d'augmenter les salaires quand les profits des entreprises capitalistes ont augmenté de 50 % en 3 ans ?

Pas possible de financer la croissance au lieu de payer la casse ?

Alors pourquoi ne voteriez-vous pas pour ceux qui veulent, avec vous, faire autre chose ?

Pourquoi ne voteriez-vous pas communiste une nouvelle fois ou pour la première fois ?

Votre voix, ajoutée aux autres, cela fera des millions de voix communistes qui ouvriront les portes de l'espoir et favoriseront le développement des luttes populaires sans lesquelles il n'y aura pas de changement.

Décidément le bon choix, le vote utile, pour vous, pour votre famille, pour la France, c'est de voter pour la liste présentée par le Parti Communiste Français.

Nous souhaitons très fort qu'il soit le vôtre.

Les candidats



Alain COTILLEAU 36 ans. Ouvrier métallurgiste Secrétaire de la Section du P.C.F. de Bressuire



René BOURGEOIS 52 ans. Dentiste mutualiste Ancien Maire Adjoint de Vouillé



Liliane CARRON 61 ans. Institutrice retraitée Secrétaire de la Section du P.C.F. du Mellois

POUR S'EN SORTIR LES 12 PROPOSITIONS DU P.C.F.

Les 12 et 13 Octobre 1985, la conférence nationale du Parti Communiste Français adoptait les 12 propositions dont nous publions ci-dessous des extraits. Comme vous le verrez, ce ne sont pas des idées générales ou des promesses en l'air, mais des mesures précises, concrètes, réalistes, applicables tout de suite.

I. — REDRESSER L'ÉCONOMIE

On vous dit : « il faut moderniser ». Mais détruire n'est pas moderniser. Il faut mener de front la **modernisation** et la **justice** sociale.

On vous dit: « il n'y a pas de débouchés ». Ce n'est pas vrai. Il y a en France des besoins non satisfaits. Il y a des importations excessives. Il y a d'immenses possibilités de coopérations internationales.

Le redressement économique, ce n'est pas seulement l'affaire des patrons et de l'ÉTAT. C'est l'affaire des élus, des populations et des travailleurs. Avec les **comités d'entreprises**, les salariés doivent **participer** aux décisions qui les concernent.

Aidées par un réseau coopératif diversifié, les exploitations familiales peuvent constituer une agriculture performante.

II. - L'ARGENT EXISTE :

- L'argent des 100.000 familles qui possèdent 7000 milliards de francs (2/3 du budget de l'ÉTAT).
- L'argent des entreprises dont les profits ont augmenté de 50 % en 3 ans et qui ont plus de 1000 milliards de ressources annuelles.
 - L'argent des banques et de l'ÉTAT.

On peut

- taxer les sorties de capitaux ;
- doubler l'impôt sur la fortune ;
- augmenter l'impôt des 200.000 plus hauts revenus ;
- instituer un emprunt obligatoire à taux réduit auprès des grandes fortunes.

III. — UN EMPLOI POUR TOUTES CELLES ET TOUS CEUX QUI LE DÉSIRENT

Le **chômage** est un **drame** pour celles et ceux qui le vivent. Il faut assurer un minimum de 2500 F. par mois à tous les travailleurs privés d'emplois. **Pour créer des emplois**, il faut :

- conquérir de nouveaux débouchés notamment sur le marché intérieur;
- améliorer la qualité des produits en éliminant le gaspillage ;
- développer la formation en lui réservant 10 % du temps de travail sans perte de salaire;

IV. — AMÉLIORER LE POUVOIR D'ACHAT, VIVRE MIEUX DANS UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE

- augmenter le pouvoir d'achat des salaires, notamment les plus bas, des retraites, préretraites et pensions;
- revaloriser le revenu des paysans et leur étendre le droit à la retraite à 60 ans;
- assurer l'égalité des salaires pour les jeunes et les femmes ;
- réformer les impôts pour les rendre plus justes, alléger ceux des petits salariés et augmenter ceux des plus hauts revenus.

V. — UNE PROTECTION SOCIALE MODERNE

- développer les mesures de préventions ;
- annuler les mesures de rationnement des soins ;
- développer les moyens donnés aux hôpitaux et à la recherche;
- aller vers la gratuité des soins pour les enfants de moins de six ans.

VI. - OUI, LA SÉCURITÉ!

- prendre des mesures de prévention contre la délinquance et notamment l'usage de la drogue;
- développer l'entraide, la solidarité et la responsabilité pour combattre l'égoïsme et le chacun pour soi;
- donner à la police et à la justice les moyens de lutter contre l'insécurité;
- favoriser la réinsertion sociale des délinquants.

VII. — UNE ÉCOLE DE LA RÉUSSITE POUR TOUS

200.000 jeunes sortent de l'école chaque année sans qualification, sans métier, sans emploi. Pour eux, la vie commence par un échec. Nous voulons une **formation de qualité pour toutes et pour tous :**

- assurer la gratuité réelle de l'enseignement ;
- augmenter le nombre des bourses et leur taux ;

- rénover profondément le contenu des formations ;
- décloisonner l'enseignement professionnel et l'enseignement général :
- faire vivre à l'école la laïcité de notre temps ;
- revaloriser la fonction enseignante.

VIII. — CESSER DE SACRIFIER LA JEUNESSE

Réussir sa vie, ça doit commencer quand on est jeune.

- remplacer les TUC par des emplois stables ;
- exiger l'embauche de jeunes en nombre au moins égal à celui des départs à la retraite;
- permettre à chacun d'accéder à la formation de son choix ;
- améliorer la qualité de l'apprentissage ;
- développer pour les jeunes exclus de l'école des stages débouchant sur un emploi;
- donner plus de responsabilité aux jeunes, au lycée, à l'université et à l'entreprise. Ecouter leur avis.

IX. — TOUJOURS PLUS DE LIBERTÉ

Il faut partout faire progresser la liberté et les droits de l'homme.

D'abord dans l'entreprise :

Tous, ouvriers, employés, techniciens, ingénieurs et cadres doivent pouvoir donner leur avis sur tout ce qui concerne la vie de l'entreprise notamment dans les conseils d'atelier.

Dans le pays :

Il faut **combattre** la **bureaucratie**, donner aux assemblées élues, un véritable pouvoir de décisions, y compris en matière économique et fiscale.

Il faut libérer les moyens de communications (presse, radio, télé) de l'emprise de l'argent et assurer un véritable **pluralisme** de l'information.

Les pouvoirs sont concentrés entre les mains du Président de la République. Il faut redonner le pouvoir législatif à l'Assemblée Nationale

X. — DÉVELOPPER CHAQUE RÉGION

La région peut être un levier pour le **développement économique.**Nous proposons :

- de créer des fonds d'initiative locale dans chaque région ;
- de réorienter l'activité des banques dans les régions pour favoriser les productions et l'emploi;
- d'étendre le rôle des comités d'entreprises ;
- de développer la culture régionale ;
- d'exercer un contrôle rigoureux des fonds attribués aux entreprises et aux organismes de recherche et de formation.

XI. — UNE FRANCE INDÉPENDANTE, UN MONDE PLUS FRATERNEL

Nous voulons le respect de l'indépendance de la **France** en tous domaines : militaire, économique, monétaire, culturel.

Nous voulons faire **l'Europe** des travailleurs et nous luttons contre toute mesure d'intégration et de supranationalité.

Dans le Monde 600 millions d'hommes, de femmes et d'enfants ne mangent pas à leur faim. Nous proposons :

- d'aller vers l'annulation de la dette des pays du Tiers-Monde :
- de consacrer 10 % des dépenses militaires à la lutte contre la faim et pour le développement;
- de taxer fortement le commerce des armes ;
- d'instituer un service civil volontaire pour les jeunes désireux d'aider le Tiers Monde;
- d'être solidaire de tous les peuples qui luttent pour leur liberté.

XII. — AGIR POUR LA PAIX ET LE DÉSARMEMENT

Nous voulons :

- l'interdiction des armes nucléaires et de la bombe à neutrons;
- le désarmement progressif, général et contrôlé ;

Nous disons NON à l'armement de l'espace.

Vu les Candidats